

Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70

Hamit Bozarslan

Ingouvernabilité politique traduite par des coalitions faibles et souvent contrenature, cercle infernal d'inflation, de dévaluation et pénuries, brouillage avec ses alliés occidentaux à la suite de l'invasion de Chypre par ses troupes en 1974...la Turquie des années 70 ne manque assurément pas de problèmes graves. Mais la mémoire collective du pays retient de ces années surtout les images de la " terreur " ou de l'" anarchie ". En effet, entre 1975 et 1980 le pays frôle la guerre civile. Les affrontements entre groupes de gauche et de droite radicales font près de 6000 morts et la présence de l'Etat dans de nombreuses localités, y compris dans certains secteurs de grandes villes comme Istanbul se réduit à néant. Les grandes formations turques, notamment le parti conservateur de Süleyman Demirel [1] et le parti social-démocrate de Bülent Ecevit [2] , quant à elles, se font souvent remarquer par leur refus de concessions et de consensus. En 1980, alors que le nombre de victimes s'élève quotidiennement à 25, la récession économique s'installe, des centaines de milliers d'ouvriers s'apprêtent à lancer une grève générale alors que l'Assemblée Nationale ne parvient pas, six mois durant, à élire un président de la République, ce qui accentue le vide de pouvoir et aggrave les tensions politiques. Cette période se termine par l'intervention brutale de l'armée le 12 septembre 1980.

Le choix de cette période comme sujet de contribution au dossier de Cultures et Conflits sur le "chaos" se justifie à deux titres : d'abord ce paysage politique que nous avons décrit en le simplifiant considérablement, s'apprête, selon toute apparence, à une situation de chaos proche de l'idéal type [3] . Mais, en même temps, la crise turque des années 70 constitue aussi un cas d'étude idéal pour comprendre si derrière l'épaisseur symbolique de ce terme, il ne conviendrait pas plutôt de chercher des acteurs, anciens ou nouveaux, des stratégies fluctuantes, fait autant d'alliances que d'affrontements, et des processus politiques et sociaux qui ne sont pas l'oeuvre d'un démolisseur anonyme et inconscient de ses actes. Partant de ce questionnement, on peut estimer qu'il y a matière à tester la validité même de la problématique de ce numéro spécial et de savoir si au sentiment de " déluge " qui prévalait en Turquie des années 70, ne succède pas la théorie du " chaos " élaborée par le chercheur d'aujourd'hui [4] .

Le chercheur et la double fonction de la crise

La Turquie des années 70 passe visiblement par une crise politique, économique et sociale. Nous nous efforcerons, dans un premier temps, de comprendre cette crise et sa fonction pour les sciences sociales. Cet ajournement thématique qui laisse l'analyse de l'hypothèse du " chaos " à une phase ultérieure de notre article, s'explique par une raison bien pragmatique : le " sens " que nous pourrions tirer de la " crise " peut nous permettre de saisir ce qu'il y a derrière le désarroi apparent et la perte de sens supposée des acteurs.

Pour analyser la crise, nous partirons d'une remarque plutôt provocatrice de P. Berger. Dans un livre récent, ce sociologue explique que : " the fondamental sociological problem is not crime, but law, not divorce but marriage, not racial discrimination but racially defined stratification, not revolution, but government " [5]

Cette affirmation nous paraît aussi étonnante que contestable. Contrairement à Berger, il nous semble que tout acte de " rupture ", ou de " déviance " dans le sens étymologique du terme, dont notamment la " crise ", constitue à double titre un problème fondamental de la recherche sociologique : en premier lieu, elle accomplit une fonction de rétroviseur. Elle nous permet de comprendre, a posteriori de quoi et par quels acteurs l'ordre d'avant était composé et les mécanismes qui lui permettaient de fonctionner et de se faire accepter comme légitime par un groupe donné et en obtenir ainsi l'obéissance. En effet, il ne serait pas aberrant de postuler que la légitimité et l'obéissance, bases d'un ordre social dont l'ébranlement est défini comme crise ou comme " chaos ", sont des phénomènes qui ne peuvent guère être compris dans et par un processus constructif. Autrement dit, les problèmes liés à la légitimité ainsi qu'à l'obéissance ne peuvent apparaître que a posteriori, lorsqu'il y a une crise de légitimité et le refus de l'obéissance. Qu'un acteur social parvienne à contrôler son champ ne nous permettra pas de comprendre ces deux notions, mais plutôt la difficulté qu'il éprouve, à un moment donné, de le contrôler. L'analyse de la crise de légitimité et de la désobéissance peut nous permettre de saisir, a posteriori, les raisons qui ont permis à l'acteur de s'imposer par le passé comme "légitime" et obtenir l'obéissance [6] et donc, aussi, les raisons pour lesquelles il n'arrive plus à la même performance. Par ailleurs cet effet rétroviseur est pour nous capital, car en toute logique, l'" ordre " d'avant la crise porte dans en sein certaines matrices sociales qui vont ensuite dominer la crise.

En deuxième lieu, la crise (tout comme la révolution) a toute sa place dans la recherche comme synonyme de processus dynamique et interactif : elle nous permet de saisir, presque *in vitro*, l'émergence d'acteurs, de passions et de comportements politiques neufs, les répertoires dans lesquels ils s'inscrivent et l'interaction qui leur permet de s'articuler, d'inventer de nouveaux mécanismes de légitimation acceptés par la totalité ou une partie de la société. Seules les crises pourront doter la recherche des instruments nécessaires pour comprendre les moments et les champs de la discontinuité au sens faucouldien du terme [7] , mais aussi pour les placer dans la longue durée et de ses continuités au sens presque tocquevilien du terme.

Par ces deux fonctions, l'analyse de la crise devrait, à notre sens, nous permettre de rendre intelligible les phénomènes sociaux que nous observons.

La fonction rétroviseur de la crise pour les années 70 en Turquie

Commençons par la première fonction, rétroviseur, de la crise. Avant de nous inviter à interpréter les mutations sociales et les ruptures des années 70 et à les placer dans la durée, la crise turque nous permet de tirer deux conclusions importantes sur le fonctionnement de l'ordre d'avant ainsi que sur ses mécanismes de légitimation.

La première de ces conclusions concerne la notion de l'Etat "néo-patrimonial" voire tout puissant. Issue la matrice weberienne du "patrimonialisme", cette théorie a été adoptée jusqu'à la caricature, sans analyse à l'épreuve des données empiriques, par la plupart des chercheurs travaillant sur la Turquie (et sur le Moyen-Orient). L'image de l'"Etat-père", telle que la culture populaire turque définit le pouvoir en Turquie, quant à elle, elle a été prise en compte comme l'argument irréfutable de la nature "néo-patrimoniale" de l'Etat. Or, précisément la crise des années 70 nous a montré, *a posteriori*, que si cette nation d'Etat-père impliquait le respect de l'autorité et lui fournissait une indéniable source de légitimité, elle ne lui assurait pas pour autant une omniprésence et une force coercitive ou de contrainte massive. L'Etat fonctionnait, il jouissait également d'une légitimité dans le sens où il était souvent obéi. Mais ce succès ne s'expliquait pas par la coercition ou par les contraintes, encore moins par sa nature " patrimoniale ". De multiples réseaux politiques, sociaux et économiques informels coexistaient avec l'Etat, échappaient à son contrôle, ou en tout cas, disposaient d'une large autonomie tacitement reconnue. Des associations de divers ordres, rarement directement politiques [8] , des groupes d'intérêt locaux et des intermédiaires, des notables

urbains, des confréries ou des tribus étaient ainsi intégrés dans le système, à une échelle locale, voire parfois à l'échelle nationale. Pour deux raisons l'Etat reconnaissait tacitement cette autonomie : en premier lieu, elle ne menaçait pas, en soi, l'espace politique qu'il parvenait encore à contrôler et elle se contentait d'enjeux essentiellement économiques ou locaux [9] Par leur fonction au quotidien (notamment concernant le règlement et l'arbitrage des conflits, mais aussi la redistribution), ces réseaux faisaient "marcher" les choses, et donc apportaient une légitimation à l'ensemble du système et bien sûr, au centre. En deuxième lieu, la présence de ces réseaux déchargeait l'Etat de l'entretien d'un appareil coercitif et administratif coûteux. Ses fonctionnaires pouvaient ainsi assurer, dans des quartiers dits "nouvelles villes" (yenisehir) spécialement conçus pour eux, une présence symbolique et faire sentir que l'Etat était là [10] . La légitimation de l'Etat par la population n'impliquait pas la fidélité -aucun préfet n'était dupe au point de l'exiger- mais la non-contestation du centre et le respect de la symbolique du pouvoir.

Il serait cependant naïf de donner une image idyllique de la Turquie de l'époque et d'expliquer l'ordre par des mécanismes de consensus. L'ordre fonctionnait parce qu'il impliquait également un certain nombre de rapports de domination intériorisés, à la fois internes (gérant et arbitrant les conflits et les statuts au sein de la société), et entre les réseaux largement autonomes et l'Etat. Cela nous amène à la deuxième conclusion que la crise nous permet de tirer a posteriori : la régulation de ce système grâce à un large éventail de moyens - vendetta, promotion ou éducation des enfants des notables ou encore attribution du statut de most favored lords à certains- ne s'avérait guère difficile tant que les ressources économiques et politiques restaient limitées. Elle devenait périlleuse dans une situation de transformation rapide, impliquant l'intégration dans le système économique international, l'exode rural, l'immigration vers l'Europe, et l'explosion des moyens de communication. Ces mutations produisaient inévitablement des acteurs socio-économiques, établissant, à l'ombre d'un paysage politique bipolaire [11] , leurs propres mécanismes de clientélisme ou revendiquant la remise en cause du statu quo, et une nouvelle redistribution des richesses ... Nous observons ce changement dès les années 60, où ces acteurs, dans la plupart des cas provinciaux ou d'origine provinciale, ont démontré leur capacité mobilisatrice en entrant dans la compétition politique ou en optant pour des formations politiques marginales. A partir de cette décennie, on observe également que la présence de ces acteurs, pourtant vitale pour le système, ne manquerait pas de fragiliser, en même temps, la

notion du "centre" et de renforcer la place du "terroir" au détriment du " national " .

Ainsi, la symbolique de l'Etat, impliquant "respect à l'Etat", obéissance, mais aussi méfiance à son égard, et la priorité accordée aux enjeux et intérêts locaux ou particuliers allaient souvent de pair dans la Turquie d'avant la crise. Les enquêtes des années 60 et 70 montrent clairement que cette méfiance arrivait à son paroxysme alors que la tendance des "citoyens" à contourner l'Etat, à se débrouiller seuls en se basant sur leurs réseaux, voire à accepter l'illégalité s'exprimait au grand jour [12] . Cela ne signifiait guère une révolte ouverte et on était bien loin d'une situation pré-révolutionnaire, ou même d'une contestation coordonnée du pouvoir. Mais cette méfiance généralisée qui se faisait sentir même au sein de la population turco-sunnite qui, traditionnellement, assure sa légitimité à l'Etat, est en soi significatif : elle montrait que si par le passé l'Etat était respecté, voire obéi, il ne jouissait pas pour autant de légitimité en sa qualité d'Etat. Il était obéi car il s'imposait comme un arbitre habile, capable d'assembler les pièces du puzzle, de monnayer la promotion et la coercition, et surtout de composer avec la complexité et la multiplicité qu'impliquait la gestion des provinces anatoliennes. Le bouleversement de ces équilibres qui s'effritaient comme le montraient les signes avant-coureurs des années 60, mais dont les observateurs avaient du mal à évaluer l'ampleur, ne pouvait que se traduire par l'émergence d'acteurs nouveaux, la radicalisation des anciens et la militarisation des dynamiques centrifuges, donc par une crise sociale et politique.

La crise comme processus dynamique et interactif

C'est là, dans cet ordre d' " avant " que se trouvent à notre sens les germes de la crise turque des années 70. En effet, pour plusieurs raisons, à partir de la fin de la décennie 60, la gestion de cette complexité devient difficile, et sous le coup des mutations sociales que nous avons mentionnées, les rapports de domination, à la fois internes et ceux qui liaient la société à l'Etat ne sont plus admis comme allant de soi. Cette remise en cause concerne d'ailleurs tous les échelons du pouvoir et de la société. Du côté du pouvoir, on observe que l'armée continue à sauvegarder son rôle d'arbitre de la vie politique, mais elle n'en perd pas moins une partie importantes des prérogatives qu'elle assumait auparavant. De même, les deux pôles traditionnels du système politique éclatent en partie sous le coup des différenciations socio-économiques en cours et la naissance de nouveaux groupes d'intérêt : les deux grandes formations connaissent des scissions importantes qui les fragilisent et qui enclenchent le processus de

fragmentation du système politique. Du côté de la société, nous observons l'émergence de formations politiques, certes peu durables, mais néanmoins bien représentatives pour quelques années comme le YTP (Parti de la Turquie nouvelle), le TBP (Partie d'Union de la Turquie) ou le TIP (Parti Ouvrier de la Turquie) qui obtiennent des scores importants dans certaines provinces anatoliennes. Leur succès s'explique par le fait que les acteurs, qui jusque là se contentaient d'un champ de manoeuvre octroyé par le pouvoir, s'émancipent de sa tutelle et demandent désormais l'élargissement de ce champ à d'autres domaines. Nous pouvons facilement qualifier ce processus de remise en cause des limites de l'autonomie comme une politisation, dans le sens où le partage des biens politiques devient désormais la condition sine qua non du renouvellement du contrat tacite entre de nombreux segments de la population et le centre. Mais les difficultés que pose ce renouvellement ne sont pas uniquement liées aux rapports de force avec le centre. Elles concernent également les rapports de domination et l'ordre hiérarchique interne de nombreuses provinces ainsi que des grandes métropoles, dont l'espace urbain et la démographie connaissent des mutations vertigineuses. L'accès au politique, donc à la citoyenneté, se fait, comme l'avait bien remarqué Jean Leca à propos d'un autre contexte, au prix de la " civilité " [13] car elle vise à monopoliser la représentation politique et les ressources qu'apporte cette légitimation et se fait, dans la plupart des cas, au prix de la marginalisation des autres groupes.

C'est dire que, au seuil des années 70 les anciens acteurs provinciaux n'acceptent plus le rôle traditionnel qu'ils assumaient. Mais ce tournant de la décennie est également marqué par l'émergence de nouveaux acteurs à la marge (classe ouvrière, population des bidonvilles, jeunesse estudiantine...) dont l'intégration dans le système politique constitue la revendication principale. Le système politique bipolaire issu des années 50 et dans un premier temps, étroitement contrôlé par l'armée qui en constitue l'arbitre, est mal préparé à cette évolution. Si par le passé ce système s'est avéré, malgré les coups d'Etat de 1960 et 1971, capable d'intégrer l'opposition libérale/conservatrice et de tolérer le glissement du parti de Mustafa Kemal vers une position social-démocrate [14] , il se montre désormais incapable d'assurer l'intégration des nouvelles forces politiques. Par ailleurs, si les nouveaux acteurs qui émergent ne sont pas dépourvus d'expérience politique antérieure, ils n'ont pas pour autant les outils nécessaires pour réaliser leur intégration " pacifique ", contourner les anciens, et instaurer de nouveaux rapports de domination qui leur soient favorables. Cela explique largement la tendance de certains d'entre eux à monopoliser l'espace politique,

voire à le faire complètement éclater afin d'ériger du " neuf " sur des ruines ou de s'imposer comme " acteurs uniques " .

Quelles sont ces forces nouvelles ? Partant de nombreuses informations disponibles (quoique éparpillées) nous pouvons certes essayer de les " nommer " ou du moins de les distinguer à partir des critères d'appartenance doctrinale [15] . Une telle tentative de " classification " est d'ailleurs nécessaire pour suivre l'histoire politique de la Turquie. Elle serait cependant peu utile pour notre propos d'autant plus qu'elle risquerait de faire perdre de vue la fragilité des frontières qui séparent ces acteurs ainsi que les nombreuses interactions qui les lient. Si bien que plutôt que de les énumérer une par une, nous essayerons de saisir les conditions de leur émergence et les logiques auxquelles leurs actions correspondent.

Ces forces sont, en premier lieu, nées de la politisation des provinces qui jusque là étaient restées silencieuses ou avaient cautionné l'une des deux formations majeures du pays, le Parti Populaire Républicain et le Parti de Justice. Comme nous l'avons mentionné, ces provinces [16] avaient connu, dans les années 60, une première expérience politique, mais leur mobilisation politique en l'occurrence ne dépassait guère les moments d'élections, ou parfois, des manifestations de rue. Le processus de leur politisation accélérée, qui se traduit désormais par une mobilisation quasiment ininterrompue dans les années 70, est directement lié aux mutations socio-économiques de la Turquie (industrialisation des années 60 et 70, généralisation des moyens de communication, radios et télévision etc.). Chaque ville de province connaît un exode rural important, ce qui bouleverse les traditionnels équilibres et rapports de domination (urbain/rural, notables urbains seuls habilités à représenter la localité/populations ainsi représentées, gestion de la segmentarité alévi/sunnite). De plus, l'exode rural accroît considérablement l'importance du chef lieu du département qui devient, plus que par le passé, le centre névralgique de la vie provinciale, marginalisant de fait les groupes qui en sont écartés. Les nouveaux acteurs qui voient le jour, notamment sur une base segmentaire, investissent le milieu urbain et visent à en monopoliser les ressources économiques (les entreprises publiques et le fonctionnariat), ainsi que politiques (notamment le contrôle de la municipalité et la représentation à l'Assemblée nationale). Cela porte à son paroxysme les tensions entre les communautés kurdes et turques, alévies et sunnites. Les modes de règlement traditionnels comme la vendetta s'avèrent désormais largement incapables de rétablir les équilibres du passé.

Ces forces sont nées, en deuxième lieu, de l'exode rural à destination cette fois-ci aux grandes métropoles du pays, notamment Istanbul, Ankara et Izmir. Cet exode donne inévitablement naissance à des acteurs nouveaux : classe ouvrière, groupes estudiantins, populations des quartiers de bidonvilles (gecekondus) [17] . La mobilisation de ces groupes devient possible par leur nombre, mais aussi par les liens organiques qu'ils entretiennent avec les autres couches de la société. Cette mobilisation devient d'autant plus radicale qu'ils s'agit de groupes qui ont fait les frais des crises économiques des années 60 et 70 et qui sont dans une situation de précarité au sens sociologique et juridique du terme.

En troisième lieu, ces mutations aboutissent à une transformation radicale de la notion même de réseaux d'appartenance de divers ordres (clanique, tribale, confrérique, solidarité entre pays ou, pour utiliser le terme turc, hemsehrilik). Ces réseaux débordent désormais le cadre local pour se doter d'une existence à l'échelle de la Turquie. Loin de disparaître sous le coup de l'urbanisation, ils s'y adaptent et ne se contentent plus des domaines qui leur étaient auparavant réservés (comme la gestion du quotidien, la solidarité interne, le contrôle des alliances matrimoniales). Implantés désormais dans le cadre urbain, ils expriment également leur volonté d'investir le champ économique et politique. Enfin, privilégiant les liens de parenté ou les liens de hemsehrilik, ils créent des modes de communication efficaces à l'échelle du pays. Si ces réseaux deviennent un lieu privilégié de l'invention de l'économie parallèle, ils ne s'avèrent pas moins efficaces dans la mobilisation politique. Suivant un schème plutôt classique que nous observons dans tous le Tiers Monde [18] , la politisation ou la mobilisation de l'une des chaînes de ces réseaux entraîne la mobilisation ou l'engagement de groupes entiers, dans des grandes villes, mais aussi l'ensemble de la Turquie.

Enfin, il faudrait souligner l'importance des conflits de génération qui se traduisent par "une rupture de continuité" [19] , rendue une fois de plus, possible par l'explosion des médias, des cinémas et par la toute récente socialisation urbaine de la deuxième génération des immigrés. Les générations nées dans les années 50, arrivés à l'âge adulte dans la plupart des cas dans des centres urbains, manifestent leur volonté de sauter le pas pour s'imposer comme acteurs politiques. Ces acteurs proviennent essentiellement du milieu étudiant (universitaire d'abord, lycéen, voire collégien ensuite). Dans les grandes métropoles mais aussi en province, les jeunes s'imposent comme acteurs dynamiques de l'espace politique. Pour ce faire ils disposent de deux atouts : les " générations aînées " ou " assagies ", notamment celle de

leurs parents, leur accordent une sorte de "moratoire psychosocial" [20] avant d'être complètement dépassée par leur mobilisation. Le deuxième atout vient des groupes politiques, prônant des doctrines radicales, de droite ou de gauche (mais rarement islamiste) qui instrumentalisent la dynamique de la jeunesse. Il est vrai que cette instrumentalisation mine l'autonomie de l'action de la jeunesse, mais lui permet néanmoins d'accéder au statut d'acteur politique.

La crise politique turque des années 70 se produit donc à la jonction de plusieurs dynamiques articulées entre elles par ces mutations socio-économiques. Elle ne peut donc se réduire à une seule dimension ou à une seule composante, ou encore à une causalité unique. On ne peut, encore moins, l'expliquer comme un processus marqué par l' " anomie ". Il est certes indéniable qu'un décalage demeure entre la mobilisation de ces dynamiques déjà décelables bien avant la crise et la perception que la population a de leurs formes d'expression et d'action. Il est évident que la population civile vit cette situation comme chaotique, sinon apocalyptique. Cependant, on est bien loin d'une situation chaotique en ce qui concerne les acteurs pourtant incapables de tout maîtriser, . Le processus ainsi déclenché permet, au contraire, la mise en oeuvre de diverses stratégies de groupe, la formulation de nombreuses revendications, et ce, d'autant plus qu'au fur et à mesure de la crise, de nouveaux acteurs émergent [21] . Ces groupes oeuvrent en simultanéité et en interaction. Leurs stratégies peuvent être observées dans un jeu de miroir , puisque l'une nous permet de comprendre le sens de l'autre et vice-versa. Le passage de l'un des acteurs à l'action politique (ou, comme nous le verrons, militaire), influe sur la stratégie de l'ensemble des protagonistes. La contestation violente émanant de l'un d'eux suffit à remettre en cause la légitimité de l'ordre d'une manière générale ou, du moins, à banaliser l'idée de la contestation de l'ordre ou de son changement ou encore la monopolisation du champ politique par la violence. Les acteurs restés jusque-là passifs, indécis, ou cantonnés à l'action politique conformément aux règles traditionnelles du jeu, ne peuvent non plus rester à l'abri de ces confrontations et sont entraînés dans la logique d'interaction. Si bien que même les acteurs " respectables " , notamment les deux grandes formations, se plient, localement, voire dans certains cas à l'échelle nationale, à une logique d'alliance avec les groupes armés ou radicaux.

Partant de cette pluralité des dynamiques de mobilisation, nous pourrions tout d'abord conclure que la dichotomie " gauche-droite " par laquelle les acteurs des années 70 s'identifient, est largement

inopérante, en tout cas insuffisante pour expliquer les dynamiques de la crise. En deuxième lieu, nous ne serons pas étonnés d'observer que les réponses des acteurs à la crise ne peuvent non plus être comprises en des termes singuliers. En effet, derrière la violence au quotidien se dessinent de nombreuses trajectoires individuelles [22] et surtout collectives. Au moins un acteur politique parvient, en profitant largement de l'ingouvernabilité du pays, à s'intégrer pacifiquement dans le système politique pour en devenir une composante durable. Il s'agit du MSP [23] qui puise ses sources dans l'Anatolie sunnite et peut compter sur l'appui d'une partie de la bourgeoisie et des notables de ces provinces. Ce parti a donc tout intérêt à réussir son intégration qu'il en a les moyens économiques et financiers. Pour les autres acteurs, la réponse à la crise passe par le passage à la violence qui parfois prend l'Etat pour cible, dans d'autres cas, vise à s'approprier l'Etat au détriment d'autres acteurs. Ainsi, la crise donne naissance à plusieurs stratégies concordantes de passage à la violence.

1° Les acteurs radicaux, MHP ainsi que groupes révolutionnaires de gauche déchirés entre eux, parviennent à créer des structures centralisées et mettent en place une stratégie de conquête du pouvoir autant par l'action dans la rue [24], que par une violence massive exercée sur les "adversaires" par des militants entraînés. Cela donne naissance à de multiples matrices d'action : affrontement frontal avec l'Etat ou passage à la violence au nom de la survie de l'Etat et de la nation. Cependant quelle que soit la logique qui les distingue et les motifs invoqués de passage à la violence, ces acteurs oeuvrent en dehors de l'Etat et pour leur propre compte. Sans en être la raison fondatrice, la "doctrine", qu'elle soit de gauche ou de droite radicales, alimente la violence, constitue la grille de lecture que les acteurs en ont et fournit les "justifications normatives" nécessaires [25].

2° Les dynamiques segmentaires des provinces dites mixtes (aléviennes-sunnites) ou des provinces kurdes, ainsi que de certains gecekondus travaillés par ces segmentarités connaissent une politisation accélérée et, très rapidement aussi, le passage à la violence-là. Cette violence se distingue cependant des autres dans la mesure où elle est de type milicien. Les groupes politico-militaires issus de tel ou tel segment investissent les centres urbains, notamment par le contrôle de la municipalité mais aussi par la mainmise militaire sur la ville. Celle-ci se concrétise, conformément à une logique analysée par Ch. Tilly dans un autre contexte, par la création ou l'occupation des "tours de contrôle", la coercition, externe contre la population "adverse", et "interne" contre son groupe, afin d'uniformiser les biens culturels, le contrôle économique par la taxation, le recrutement par le biais de la

protection, ainsi que la justice. La municipalité, en tant que centre de décision et de légitimation, devient le pivot de ce système milicien qui paralyse, voire chasse l'Etat et marginalise le segment adverse [26]

3° La jeunesse, notamment estudiantine, se fait remarquer, au premier abord, par une polarisation politique entre les loups gris ou idéalistes de la droite radicale et les révolutionnaires de la gauche radicale. Au-delà de cette polarisation cependant, on peut interpréter cet engagement comme le produit d'un conflit de générations ou de l'émergence d'une nouvelle génération comme acteur social et politique en quête de nouveaux territoires de solidarité. La mobilisation de la jeunesse s'explique essentiellement par le besoin de restructurer l'espace de confiance et par la volonté de gagner une légitimité et une reconnaissance [27]. Cette mobilisation s'insère cependant soit dans la violence de type milicien soit dans celle exercée par des groupes politiques centralisés comme le MHP ou les groupes révolutionnaires.

4° Le mouvement ouvrier connaît une remarquable mobilisation dans la Turquie de cette période, et produit également des formes d'action violente qui dépassent le cadre du "travail" pour s'insérer dans les gecekondu de nombreuses grandes villes du pays, autour des revendications collectives pour la défense des lots de terrain construits, contre la cherté de la vie etc. Ces mobilisations méritent des études approfondies qui manquent cruellement, et nous nous contenterons de préciser qu'elles trouvent dans le dynamisme des groupes de gauche une force combative, ce qui explique leurs interpénétrations. Ajoutons enfin que dans une moindre mesure, la paysannerie met également en place des formes d'action violente dont enjeu est la réforme agraire ou l'occupation des terres.

5° Enfin, sous le coup de ces diverses contestations, les contradictions internes de l'Etat, qui est loin de constituer un bloc monolithique, se sont considérablement intensifiées. Cela aboutit à un double effet contradictoire : d'une part les groupes politiques sont parvenus à s'intégrer dans certaines instances de décision du pouvoir (ce qui est notamment le cas pour la droite radicale), d'autre part l'Etat, réduit à sa composante coercitive (police et armée) s'est trouvé de plus en plus impliqué dans l'engrenage, amenant le coup d'Etat de 1980.

Nous observons ainsi une simultanéité entre ces divers types de contestations ou stratégies de violence. S'ils ont un dénominateur commun, c'est bien l'incapacité d'une recomposition pacifique de l'espace politique et, au-delà, de l'espace urbain d'une manière générale. Là se trouve également l'explication de la tendance à

monopoliser l'espace politique qui caractérise la plupart des acteurs. Néanmoins, les actions violentes continuent de s'inscrire dans des répertoires distincts : les nouveaux groupes politiques, pour peu qu'ils soient dotés de structures centralisées, ont une stratégie de conquête du pouvoir à l'échelle de la Turquie. Si l'éclatement interne de la "gauche" l'empêche de se transformer en acteur unifié, tel n'est pas le cas du MHP (le Parti d'Action Nationaliste), parfois alliée à certaines instances de décision, qui est bel et bien doté des moyens de ses ambitions. Comme nous l'avons expliqué, la jeunesse estudiantine se reconnaît dans ces stratégies ou alors son action est instrumentalisée par les "aînés". Il en va de même pour la classe ouvrière qui, éclatée entre plusieurs confédérations, ne parvient pas à développer une action propre et s'insère, un peu à son corps défendant, dans cette logique d'affrontement. L'action milicienne ne vise pas à la conquérir le pouvoir à l'échelle nationale, mais plutôt à monopoliser l'espace politique à l'échelle locale tout en imposant ce fait au centre. La conquête de la municipalité, au demeurant par la voie électorale, est porteuse, dans ce sens, de légitimité populaire. La coexistence de ces différents enjeux et stratégies de la violence fragilise davantage le centre et donne l'impression d'un pays en guerre civile.

Le chaos ou autonomisation de la violence

Après cette analyse rapide de la crise des années 70, nous pouvons à présent retourner sur l'hypothèse du " chaos " qui recèle bel et bien la notion de "perte de sens", de repères et de contrôle. Si nous le comprenons bien, le terme " chaos " signifie que les processus déclenchés par les acteurs s'autonomisent pour se perpétuer seuls, sans nécessiter désormais l'intervention des initiateurs, ou pis encore, en dépit de leurs actions. Les acteurs deviendraient ainsi les agents exécutants d'un dessein qui se déciderait hors de leur volonté. Le paradigme s'apparente ainsi plus au millénarisme qu'aux problématiques des sciences sociales.

Certes, à observer la Turquie des années 70, force est de reconnaître que les processus déclenchés, et notamment la violence dans toute la multiplicité que nous avons tenté d'éclairer, gagnent une autonomie par rapport aux acteurs : cela ne signifie pas pour autant la fin des acteurs et un désordre généralisé. Dans les faits, la situation est bien plus simple (et presque banale) : à un moment donné de la crise, les acteurs ne parviennent plus guère à maîtriser l'interaction de leurs stratégies. Des éléments d'ordre multiple (autonomie des acteurs locaux qui ne répondent pas de leurs actions auprès d'un quelconque acteur centralisé, surenchères doctrinales, mythe des martyrs qui fait

de toute concession une trahison etc.) font qu'il devient difficile pour chaque protagonistes d'en finir avec la violence.

Peut-on pour autant parler de "chaos" ? L'analyse a posteriori de la crise des années 70 nous pousse à répondre par la négative. Tout d'abord, l'impossibilité de maîtriser la situation à l'échelle nationale ne signifiait pas que les acteurs ne gardaient pas localement la situation en main. L'analyse des provinces qui constituaient le théâtre de la violence milicienne nous permet, au contraire, de saisir que les acteurs locaux sont restés maîtres de leur terrain jusqu'à la nuit du coup d'Etat. Pour les populations civiles de ces provinces, la situation était devenue effectivement chaotique dès les élections législatives de 1977 [28] , tant les stratégies des groupes armés leur échappaient et la violence prenait de plus en plus pour cibles les non-combattants. Pour les acteurs cependant, l'action continuait d'avoir un sens. L'autonomie provinciale, ainsi que celle de certains quartiers des grandes villes, par rapport au centre et par rapport au segment écarté, était gagnée grâce à la violence par l'un des groupes armés. Il était donc naturel qu'elle se perpétue par la mise en place de mécanismes de plus en plus coercitifs. Pour les acteurs qui en usait, la terreur contre les civiles n'était pas aveugle, elle était une manière efficace d'exercer la coercition, d'homogénéiser la population, de faire accepter la domination du groupe et d'en imposer les pratiques (justice, recrutement, taxation, contrôle des biens culturels). En tout cas c'était une stratégie tout à fait assumé [29] . En deuxième lieu, rien n'indique qu'à l'échelle nationale tous les acteurs aient perdu la maîtrise de la situation. La droite radicale, par exemple, a opté délibérément pour une stratégie violente, la seule qui, à son sens, lui donnerait les atouts refusés par les urnes. Il en allait de même pour certains groupes de gauche et le PKK, dont le chef considérait déjà cette période comme le prélude à un combat de plus grande envergure. Le fait que la nuit du 11 au 12 septembre 1980 ces stratégies de violences, toutes catégories confondues, -tout comme les actions pacifiques d'ailleurs [30] se soient soldées par un échec ne peut guère être lu comme le signe d'une absence de sens.

De plus, les actions des acteurs de cette époque ont produit des effets que sans doute ils ne visaient pas consciemment. Placées dans la longue durée, elles se révèlent à l'origine des matrices politiques actuelles, et donc de sens. Elles préfigurent largement le paysage politique de la Turquie actuelle : nombre des acteurs qui émergent durant cette période ont acquis une durabilité, comme nous pouvons l'observer dans les succès du PKK et du MHP bien entendu, mais aussi des groupes de gauche essentiellement basée la communauté alévie.

Ceux-ci survivent actuellement dans les quartiers de bidonvilles à Istanbul comme l'ont montré les scènes d'émeutes de mars 1995. Il est vrai que le mouvement ouvrier n'a pas survécu à la crise, en tout cas sous sa forme des années 70, mais la plupart des organisations politiques qui ont vu le jour ou se sont imposées comme acteurs dans les années 70, ont survécu et sont aujourd'hui opérationnelles. De même, les dynamiques segmentaires qui se sont traduites durant cette période par le phénomène milicien, ont donné naissance à des acteurs locaux qui aujourd'hui se trouvent aux commandes de nombreuses villes de l'Anatolie. Ces nouveaux venus ont réalisé au moins l'un de leurs paris : faire accepter cette "autonomisation" par le centre, autrement dit s'intégrer au système aux conditions qu'ils avaient fixées. Mieux encore, ils ont pu asseoir les mécanismes de clientélisme qu'ils avaient inventé. En ce sens on peut difficilement parler d'une "déstructuration" chaotique mais au contraire, de processus de constructions sociales durables. De même, les nouveaux découpages territoriaux qui se sont dessinés sous l'action des groupes de milices en Anatolie se sont avérés durables. Là encore, il n'est pas aberrant de parler de reconstructions.

Toutes ces raisons invitent à relativiser la victoire de l'armée le 12 septembre 1980 : elle a certes montré qu'à un moment donné de la conflictualité, les populations civiles, y compris celles apportant un soutien notable aux groupes armés, pouvaient accepter une coercition venue d'en haut, d'une instance perçue comme impartiale. Mais cette intervention montrait que l'Etat ne pouvait avoir de légitimité en sa qualité d'Etat ; sa domination, rétablie au prix d'une coercition massive entre 1980 et 1983 ne signifiait en rien que les constructions des années 70 pouvaient être facilement démantelées. Aujourd'hui, si l'Etat se maintient dans de nombreuses localités qui ont été le théâtre de la violence dans les années 70, la raison est qu'il a de facto accepté leur autonomisation, voire en est devenu le garant en acceptant une surmilitarisation de certains segments de leurs populations. Loin de tout projet néo-patrimonial, l'Etat est devenu l'acteur majeur de la scène politique, mais seulement un parmi d'autres ; dont l'image de " l'Etat-père " a cédé la place à celle de l " Etat qui peut nous trahir " [31] .

Trois remarques en guise de conclusion

A la lumière de ces observations, nous récapitulerons par trois remarques d'ordre méthodologique qui ont dominé notre texte.

En premier lieu, qu'il nous soit permis de dire la double gêne que suscite l'hypothèse du " chaos ". Elle s'apparente volens nolens à la théorie de l'irrationalité puisant elles mêmes dans les théories leboniennes du tournant du siècle [32] . Elle finit inévitablement par prendre l'"anomie", autre nom de "dérégulation", comme grille d'interprétation. Mais elle souffre encore d'un deuxième handicap : la perception du " chaos " que les sociétés subissant des pratiques de violences développent, souvent à juste titre, n'est pas prise par cette hypothèse comme une catégorie symbolique, comme un objet d'étude méritant effectivement une analyse approfondie, mais comme un "paradigme" des sciences sociales. Ainsi le chercheur se fusionne avec son objet de recherche, en interdisant ainsi à jamais son analyse.

La deuxième conclusion est que la crise turque ne renvoie guère à un " désordre ", encore moins à l'" anarchie " comme l'entendait le sens commun turc. Le processus qui débute vers la mi-70, n'éclate pas aussi brusquement et absurdement, par l'émergence d'une gauche ou d'une droite radicales (par ailleurs existantes sous une forme obsolète depuis 70 ans), comme on a eu parfois tendance à affirmer ; elle ne se termine pas non plus d'une manière absurde, par le retrait des uns et des autres et par l'occupation de l'espace par les militaires. Ce processus a été l'oeuvre des actions des acteurs, anciens ou nouveaux. Il devient intelligible du moment qu'on cesse de demander aux acteurs de mettre en oeuvre des stratégies prédéterminées, et du moment qu'on saisit que leurs stratégies, d'alliances, de conflits, d'intégration, d'exclusion... etc. ainsi que leurs enjeux ne peuvent être linéaires. L'imprévisibilité des actions sociales s'explique non pas par le chaos, mais par le fait que chaque crise implique des acteurs sociaux et que l'interaction entre la stratégie de ces acteurs ne peut être lue dans un code génétique. S'il y a une " imprédictibilité " des événements (1975 n'augure pas fatalement 1980 ! ici comme ailleurs, les choses auraient pu se dérouler différemment), cela ne s'explique guère par l'inconsistance ou la panique des acteurs : à défaut d'une articulation concertée et consentie entre plusieurs stratégies, c'est l'interaction non maîtrisée entre elles qui dicte ses lois et transforme le paysage politique et social. C'est d'ailleurs ce point qui importe pour les chercheurs : comment, sous quelles formes et selon quelles modalités, à quel moment, ces interactions ont-elles lieu ? Quelle est la capacité des acteurs à s'adapter à ces nouveaux paysages, à " réajuster " leurs stratégies, à peser sur l'interaction et le processus qu'ils déclenchent ? La réponse à ces questions ne peut être trouvée qu'en admettant que chaque crise est l'oeuvre de sa propre historicité et des conditions de son évolution. La recherche ne peut être fructueuse que si elle convient, une fois pour toutes, que toute

généalogie d'action sociale est nécessairement complexe et s'inscrit dans un processus dynamique. Il semble donc nécessaire d'en finir avec l'idée d'une causalité et d'une trajectoire uniques qui détermineraient un processus social de A à Z [33] sous peine de donner naissance à des situations chaotiques.

Enfin, il nous semble important de nous intéresser à ce qui se dessine derrière la crise et, en nous plaçant dans la longue durée, de saisir les "unitended consequences" de l'oeuvre des acteurs comme nous l'invite à le faire P. Berger [34] . Or, vu sous cet angle, l'éclatement engendré par la crise turque et les réinventions des espaces sociaux vont souvent de pair. Il serait cependant hâtif de conclure qu'on assiste à une fragmentation à l'infini du social et de l'espace politique. Au contraire, quelles que soient leurs intentions, les acteurs n'ont pas inventé des espaces qu'ils ne pouvaient pas contrôler, mais se sont bel et bien efforcés de constituer des espaces susceptibles de leur garantir un champ de manoeuvre suffisamment large et homogène. Il n'y a donc pas eu de prolifération des espaces locaux. Ceux-ci se sont d'ailleurs souvent articulés, à d'autres conditions et sous d'autres formes, à l'espace national et au centre et ont acquis une longévité. La crise des années 70 n'a donc guère été l'oeuvre de démolition tous azimut d'acteurs inconscients ou fous. Parallèlement à la "deconstruction" du social à laquelle ils ont procédé, ces acteurs, pour la plupart neufs, ont édifié quelque chose. Sans nier l'importance du récit qu'ils peuvent nous livrer a posteriori de leur expérience, ou de leurs déclarations d'intentions futures et sans nullement sous-estimer l'horreur qu'inspire l'expérience de ces années, ce sont, à notre sens, plutôt ces reconstructions qui devraient mériter notre attention.

[1] Le Parti de Justice (Adalet Partisi).

[2] Le Parti Populaire Républicain (Cumhuriyet Halk Partisi).

[3] Le cas turc n'est d'ailleurs pas unique. Les Colombiens analysaient la violence qui secouait leur pays comme : "...une force anonyme et incontrôlable qui s'affranchit des déterminations sociales pour être prise en charge en quelque sorte par les entités sociales et les individus les plus divers " D. Pecault, " Violence et politique : quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie ", Cultures et Conflits, n°13-14, 1994, p. 157

[4] Au-delà, c'est aussi tout le contexte intellectuel de l'élaboration de cette problématique qui semble être en cause : la crise turque datait bel et bien de l'époque de la guerre froide, mais, parce qu'elle en était largement indépendante, y compris lorsque ses protagonistes s'approprièrent des discours marquants de la bipolarité, elle lui a survécu. Dans ce sens elle nous fournit un cas idéal qui, par son antériorité, nous permet de tester la validité de l'ensemble des paradigmes actuels sur le " sens " des actions sociales.

[5] P. L. Berger, *Invitation to Sociology. A Humanistic Perspective*. New York, Londres, Toronto, Anchor Books, 1994, p. 130.

[6] Il en va de même pour les autres catégories que Berger cite dans son ouvrage. A titre d'exemple, les recherches les plus fructueuses sur le fonctionnement de l'ordre en France (Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution*) ou en Russie (M. Malia, *Comprendre la Révolution Russie*, Paris, 1980) d'avant la révolution ont été effectuées à partir de l'expérience de la révolution.

[7] M. Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, NRF, 1969, p. 12.
M. de Certeau, *Histoire et Psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Gallimard, 1987, p. 22

[8] Ces associations étaient au nombre de 40.000 à la fin des années 70. On observe souvent que les autorités publiques demandent aux habitants de gecekondü : " où est donc ton association ? " M. Heper, *Türkiye'de Kent Göçmeni ve Bürokratik Örgütleri*, Istanbul, Üçdal Nesriyat, 1983, p. 67.

[9] Cf. pour l'analyse d'une communauté alévie, Altan Gökalp, *Têtes Rouges et Bouches Noires*, Paris, Société d'Ethnographie, 1980, pp. 63 & 67 ainsi qu'O. Türkdogan, *Alevi-Bektasi Kimligi, Sosyo-Antropolojik Arastirma*, Istanbul, Timas, 1995.

[10] Ce fait est loin d'être spécifique à la Turquie. Cf. pour trois autres pays du Moyen-Orient, l'excellente étude de G. Denoex, *Urban Unrest in the Middle East : A Comparative Study of Informal Networks in Egypt, Iran and Lebanon*, New York, State Univ. of New York, 1993.

[11] Il s'agit du Parti de Justice et du Parti Populaire Républicain, dirigés respectivement par S. Demirel et B. Ecevit.

[12] Les enquêtes de Metin Heper, réalisées dans la deuxième moitié des années 70, montrent clairement que le respect dû à l'Etat et

l'image qu'on a de lui au quotidien sont dissociés. 82.1% des habitants d'un gecekondü, autrement dit, à la proximité immédiate du centre, " font confiance à l'Etat pour prendre les décisions les plus justes " (contre 13.2%). Mais dès qu'il s'agit de savoir si l'Etat " risque de prendre une décision les endommageant ou endommageant leur quartier dans sa totalité " les réponses sont affirmatives à 65.1%, et seulement à 19% négatives. M. Heper, op.cit. De même, dans les enquêtes de Metin Kazanci, à la question de " quelle serait votre attitude par rapport à une action ou un acte que vous croiriez utile pour les groupes à bas revenus, mais contraires aux lois écrites ou aux décrets ", seuls 11% répondent par : " j'essayerai de m'accorder à la loi ". Les autres se déclarent prêts à défier la loi. M. Kazanci, Halkla İlişkiler Açısından Yönetim ve Yönetilenler, AÜSBFY, 1978, p. 191.

[13] J. Leca, "Individualisme et citoyenneté", in P. Birnbaum & J. Leca (éds.), Sur l'individualisme, Paris, FNSP, 1991, pp. 159-209.

[14] Le Parti Populaire Républicain a été créé par le fondateur de la République M. Kemal. Dans les années 70, il a tenté, sous l'impulsion de son nouveau chef B. Ecevit, de parvenir à une synthèse entre le kémalisme et la social-démocratie.

[15] En effet, les clivages doctrinaux reflètent mal les dynamiques de la mobilisation qui restent largement segmentaires. Ainsi, la gauche puise essentiellement parmi les Alévis et les Kurdes, la droite essentiellement parmi les Turcs et Sunnites. Dans des régions mixtes, les Kurdes sunnites apportent leurs votes à l'extrême-droite.

[16] Notamment les provinces kurdes et celles de l'Anatolie centrale.

[17] Le nombre des gecekondü monte en flèche. En 1955 ils sont au nombre de 50.000 et abritent 4.7% de la population urbaine, en 1980 ils sont 1.150.000 et abritent 26.1% de la population urbaine. Les estimations pour 1995 sont les suivantes : 2.200.000 gecekondü abritant 34% de la population urbaine. M. Sönmez, " Gecekonduyu Seçim Malzemesi Yapmayın ", Milliyet, 1.12.1995.

[18] Cf. entre autre O. Carlier, Entre Nation et Jihad. Histoire sociale des radicalismes algériens, Paris, FNSP, 1995.

[19] Cf. pour cette notion, E. H. Erikson, Adolescence et crise. La Quête de l'Identité, Paris, Flammarion, 1978

[20] Idem.

[21] Ainsi le PKK figure parmi les derniers acteurs entrés sur la scène politique. Il existe, sous une forme organisée, depuis la fin de 1977.

[22] Ainsi, une bonne partie de la classe politique aujourd'hui est composée des acteurs " contestataires " de l'époque.

[23] Milli Selamet Partisi (Parti du Salut National), dirigé par N. Erbakan, ancêtre du Parti de la Prospérité, la première formation du paysage politique turc actuel.

[24] Ainsi A. Türkes, le dirigeant de l'extrême-droite expliquait que " celui qui contrôle les rues de ces deux grandes villes *Istanbul et Ankara*, s'emparera du pouvoir en Turquie ", Cité par Milliyet 76, Istanbul, Milliyet Yayinlari, 1977, p. 40.

[25] J. B. Rule, *Theories of Civil Violence*, Berkeley, Los Angeles, Londres, Univ. of California Press, 1988, p. 211.

[26] Le thème de la violence milicienne en Turquie a fait l'objet d'une recherche que nous avons présentée au CERI : " Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années 70 ". Une publication collective à venir rassemblera ce travail ainsi ceux d'Elizabeth Picard sur le Liban et de Xavier Bougarel sur la Bosnie.

[27] A la question de Dogu Ergil (*Türkiye'de Terör ve Siddet*, Ankara, Turhan Kitabevi, 1980), " quelles sont les personnes dont l'avis vous importe ", les réponses sont les suivantes selon les militants de droite et de gauche :

militants de gauche	de droite	Les parents	14.4	19.8	les dirigeants de l'organisation	4	2.5	les amis de la même organisation	37.6	11.7	d'autres amis	19.2	14.2	autres	3.2	6.8	personne	9.6	20.4	le chef de l'organisation	0.0	22.2	sans réponse	12.0	2.5
---------------------	-----------	-------------	------	------	----------------------------------	---	-----	----------------------------------	------	------	---------------	------	------	--------	-----	-----	----------	-----	------	---------------------------	-----	------	--------------	------	-----

[28] Lors de ces élections le MHP (Parti d'Action Nationaliste) d'Alparslan Türkes parvient à multiplier par deux son score et obtient 6.4% des voix. Mais ce score constitue également le maximum de ce qu'il peut obtenir par la voie électorale, ce qui le pousse à privilégier la stratégie de conquête du pouvoir par la violence.

[29] Jean Leca, "Algérie : Sur quelques aspects de la violence politique", *Maghreb-Machrek*, n°141, 1991, p.105

[30] Le coup d'Etat a en effet suspendu les activités des partis politiques avant de les dissoudre.

[31] L'expression est de l'intellectuel islamiste M. Dogan, *Halka Karsi Demokrasi*, Istanbul, Beyan Yayinlari, 1988.

[32] Sur ce sujet, cf. J. B. Rule, *op.cit.*

[33] Cf. pour la discussion de ce thème P. Saunders, *Social Theory and Urban Question*, Londres et New York, Routledge, 1993, pp. 39-51.

[34] P. Berger, *op.cit.*